

AHMET DAVUTOGLU

Ancien Premier ministre, Turquie

Ahmet DAVUTOGLU

Chers participants, Vos Excellences, collègues, Mesdames et Messieurs, j'aimerais remercier le gouvernement qatari et son Éminence l'Émir pour l'organisation de cette conférence. Je remercie également mes collègues qataris ainsi que l'IFRI et mon cher ami Thierry pour cette réunion très opportune. Je vois ici de nombreux visages familiers d'anciens collègues. Nous discutons d'une question essentielle, la gouvernance mondiale. En fait, aujourd'hui, partout dans le monde, pas seulement à Doha et Paris, mais dans toutes les capitales, il y a des rencontres, afin de comprendre où vont les choses et vers quoi nous nous dirigeons.

Cette question aujourd'hui, en particulier le titre de gouvernance mondiale, est importante. La question est claire. Nous dirigeons-nous vers la gouvernance mondiale ou vers le désordre mondial ? Si vous visitez ces capitales, vous verrez que l'inquiétude est omniprésente. Quel est l'avenir des systèmes internationaux ? Quel est l'avenir de l'UE ? Quelle sera la politique du président américain Donald Trump ? Quel sera l'avenir du Moyen-Orient ?

Si vous me demandez quel est le concept essentiel derrière ces inquiétudes, je dirais que c'est l'imprévisibilité. Aujourd'hui, l'imprévisibilité est partout. Personne ne peut savoir ce qui va arriver. Il n'est même pas besoin de se projeter à dix ans, l'année prochaine suffit, 2017, qui va être une année d'élections en Europe. Il va y avoir de nombreuses questions, dont la Syrie. J'aimerais dire quelque chose brièvement, simplement pour générer certaines questions dans nos esprits et stimuler la discussion dans les sessions futures.

La question est : nous dirigeons-nous vers la gouvernance mondiale ? Le 19^{ème} siècle fut un siècle d'équilibre des pouvoirs. Le 20^{ème} siècle fut un siècle d'ordre international, quand la Ligue Nationale et les Nations Unies ont été fondées. L'espoir des années 1990 était que l'avenir des systèmes internationaux soit la gouvernance mondiale. La différence entre la gouvernance mondiale et l'ordre international est que l'international est fondé sur les États en tant qu'unités et l'ordre est le dialogue et les relations entre les nations. La gouvernance mondiale est plus interactive, plus fondée sur le dialogue et plus transnationale. En ce sens, ce n'est pas seulement un dialogue entre les nations, mais un dialogue en tant qu'êtres humains, avec un système interactif, interconnecté créant un ordre international.

Après la guerre froide, il y avait de l'espoir, exprimé dans l'histoire et les nombreuses terminologies comme le nouvel ordre mondial et la gouvernance mondiale. À présent, c'est comme si nous retournions à l'équilibre des puissances plutôt que d'un ordre international à la gouvernance mondiale. Dans les capitales de tous les pays, les pays parlent de leurs propres intérêts nationaux et de comment se défendre contre l'imprévisibilité et l'insécurité des systèmes internationaux, plutôt que de parler des valeurs.

Mais avons-nous un ensemble de règles, un ensemble de valeurs qui, quel que soit le contexte ethnique ou religieux, soient respectées par tous ? Malheureusement, c'est difficile à dire. Nous savons que dans l'histoire, après la Guerre de Trente Ans, nous avons eu la Conférence de Westphalie. Après les guerres napoléoniennes, nous avons eu le Congrès de Vienne. Après la Première Guerre mondiale, nous avons eu la Ligue des Nations, et après la Seconde Guerre mondiale, les Nations Unies. Cependant, que s'est-il passé après la guerre froide, qui était également une guerre mondiale ?

Laissez-moi vous donner un exemple frappant de cette imprévisibilité et cette absence de valeurs. Aujourd'hui, Son Excellence, notre cher collègue, le ministre des Affaires Étrangères français, ont mentionné la situation à Alep. Oui,

nous avons des visions différentes d'Alep aux Etats-Unis, en Russie, en Turquie, en Iran, en Arabie Saoudite, dans l'Union Européenne et en France. Cependant, nous devrions au moins être d'accord sur deux principes parce ces principes valent pour tout le monde et forment la base du droit international. Le premier est d'agir ensemble contre les crimes de guerre et le deuxième, de garantir l'accès humanitaire pour tout le monde.

Pourquoi ne respectons-nous pas ces deux principes fondamentaux même si nous avons des différences d'opinion sur l'avenir de la Syrie ? Malheureusement, aujourd'hui il n'y a pas de couloir humanitaire vers Alep et il n'y a aucun respect du droit international concernant les crimes de guerre. Des châtiments collectifs sont perpétrés en Syrie et personne n'en parle dans les forums internationaux car chacun a ses propres intérêts dans cette situation. Trois facteurs expliquent cette imprévisibilité et cette absence de gouvernance mondiale.

Le premier est le facteur psychologique et politico-culturel, qui est la propagation des politiques extrémistes et exclusivistes. Concernant le terrorisme, nous sommes tous d'accord que nous devons combattre Daesh ou l'EI, Boko Haran, Al-Shabaab et tous les types de terrorisme. Cependant, dans le même temps, nous devons agir ensemble contre les politiques impliquant une approche exclusiviste ou les exclusions. Il y a partout de nos jours une montée de l'islamophobie et de la xénophobie. Il y a une montée d'autocratie populiste qui exclue les autres.

Partout dans le monde, nous devons avoir une approche commune contre le terrorisme car c'est une grande menace contre nous, comme on l'a vu à Paris. J'étais là-bas, aux côtés des dirigeants d'Europe et du monde rassemblés contre les attaques terroristes à Paris. À Istanbul, à Bruxelles, à New York et partout, nous devons être ensemble. Cependant, dans le même temps, nous devons tous défendre les politiques inclusives contre l'approche exclusiviste.

Concernant la rhétorique politique pendant la campagne électorale pour la présidence américaine, nous étions tous très inquiets concernant cette politique d'exclusion. On observe la montée de l'extrême droite en Europe également. Cette imprévisibilité est une énorme menace, qui mène à des politiques exclusivistes. Il y a l'approche d'Ibn Khaldoun appelée l'*asabiyya* (« cohésion sociale » en arabe) selon laquelle chacun va vers son propre clan ou tribu, dans une approche isolationniste.

Le deuxième facteur est la crise économique. Nous devons admettre que de 2008 à aujourd'hui, il y a eu une crise économique sans précédent dans l'histoire de l'humanité. J'ai participé à plusieurs réunions du G20 et malgré toutes les déclarations et efforts communs, à l'heure actuelle, nous avons toujours un problème de récession. Nous avons un problème de déclin de productivité. Nous avons un problème de montée du chômage, qui mène à plusieurs crises dont le Printemps arabe. Nous ne devrions pas oublier qu'un garçon tunisien s'est immolé par le feu à cause du chômage, et que c'est ce qui a démarré le Printemps arabe. Cela pourrait entraîner de nouvelles vagues de réactions.

Le troisième facteur est l'incapacité ou l'absence de dialogue entre les acteurs mondiaux. Aujourd'hui, l'UE ne parle pas des problèmes mondiaux mais de ce que sera l'avenir de l'UE après le Brexit. L'opinion publique américaine ne se concentre pas sur les affaires mondiales mais plutôt sur ce que sera la politique du nouveau président. La Russie poursuit une politique étrangère très ferme mais elle manque de progrès économique. Il y a une crise économique là-bas. La Chine est face aux limites de la croissance nationale. Les puissances régionales dans notre région et en occident parlent plus de survie nationale que de destin régional commun.

Pour faire court, nous sommes face à un gros problème d'imprévisibilité, cause d'inquiétudes, dû à l'absence de gouvernance globale, l'absence de compréhension commune et à la montée de l'extrémisme. Il y a une crise économique et une absence, ou une incapacité, de dialogue des acteurs mondiaux. Quelle est la solution ? Dans ma conclusion, ma suggestion est une solution où le concept essentiel est l'inclusion, plus de dialogue et un plus grand sens de destin commun.

Nous ne devrions pas oublier que dans les années 1930, il y avait une crise économique, il y avait des politiques extrémistes et une approche isolationniste. Il y avait une montée des autocraties populistes partout en Europe et cela a fini par la Seconde Guerre mondiale. Nous espérons que la fin de ce désordre ne sera pas une troisième guerre mondiale mais cela dépend de nos efforts. Les efforts des hommes d'États, les efforts des instituts de recherche comme l'IFRI ou les efforts de tous les académiciens, chercheurs et décideurs du monde entier.

Aujourd'hui, nous avons besoin d'inclusion. Nous avons besoin d'une réforme des Nations Unies fondée sur l'inclusion et d'un nouveau système économique dans un monde fait d'interdépendance et d'inclusion. Nous avons besoin d'une compréhension commune, d'un dialogue des civilisations, partout, pour combattre les politiques extrémistes, isolationnistes et d'exclusion. Nous avons besoin d'un dialogue réel et sincère parmi les acteurs mondiaux. J'espère que ce forum de la World Policy Conference, sera un atout pour établir un tel dialogue entre nous. J'espère que l'avenir sera un avenir de gouvernance globale plutôt qu'un avenir d'équilibre des pouvoirs basé sur des intérêts nationaux égoïstes plutôt que sur le destin commun de l'humanité.